

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

11^{ème} ANNEE — N° 150

LE NUMERO :

Du 14 Mai au 27 Mai 1973

0,80 F

LE CONFLIT RENAULT Que revendique le communisme?

Les lampions de la fête électorale se sont éteints le 11 mars au soir. Après un an de calme social, après un an de bourrage de crâne pacifiste, le "peuple" a voté comme un seul homme. Il est vrai que la palette électorale n'avait jamais été aussi riche en teintes et demi-teintes, du radicalisme "de gauche" à la trilogie trotskyste. Depuis plus d'un an, les ouvriers avaient mis tous leurs espoirs dans une victoire de l'union de la gauche, victoire que même les gauchistes se sont acharnés à déclarer possible et souhaitable. D'une telle victoire, les ouvriers n'attendaient aucun "passage au socialisme", aspiration qui a complètement disparu sous les coups de l'histoire des dernières décennies, et en premier lieu de la rigoureuse expansion capitaliste d'après-guerre; ils espéraient simplement qu'un gouvernement de gauche, outre les "réalisations" petites-bourgeoises promises dans le "Programme commun" leur permettrait de faire l'économie de la grève pour la conquête des menus avantages qui sont devenus le seul enjeu des luttes depuis bien des années.

Le rêve envolé, lycéens et ouvriers n'ont pas attendu les consignes de "l'opposition" pour rompre brutalement la trêve sociale. Cette explosion n'a surpris personne, pas même les directions syndicales qui ont su faire face à l'événement pour mieux le contrôler. C'est le caractère très concentré de la production moderne, surtout dans l'automobile, qui a donné à un conflit étroitement localisé au départ, l'aspect spectaculaire qu'il a pris rapidement. Si les "grèves thrombose" sont un facteur

de désorganisation dans les entreprises, les patrons ont montré qu'ils savaient riposter, jouant l'île Séguin contre les "grandes presses", Flins contre Billancourt, ou même déménageant l'outillage manu militaire, comme à Peugeot - Saint-Etienne, pour donner le travail à d'autres usines. Face à cette stratégie globale du patronat, les grévistes n'ont pas pu, les appareils syndicaux n'ont pas voulu étendre le conflit. La grève Renault n'en est pas moins riche d'enseignements.

salaires par poste, qui consiste à payer, non le salarié, mais la machine dont il est l'esclave - c'est le refus du travail parcellaire de la grande industrie moderne et de son complément, le despotisme de fabrique.

Les patrons peuvent bien verser une larme et promettre qu'ils vont se pencher sur le problème: depuis Marx, la situation a empiré, le machinisme est devenu un monstre tentaculaire. En abaissant considérablement le coût des marchandises, la taylorisation a certes apporté un mieux-être de pacotille. Elle a endormi les couches les mieux payées du prolétariat. Mais elle n'a rien changé au caractère fondamental du salariat: le prolétaire est obligé de vendre sa force de travail pour survivre.

(Suite page 4)

La critique marxiste de la société bourgeoise est essentiellement la critique du salariat. Sa condamnation du capitalisme est essentiellement la condamnation de la production pour la production. C'est ce que l'opinion commune, empoisonnée par les préjugés de cette société et par les mensonges de l'opportunisme, est incapable de comprendre. C'est ce que les marxistes révolutionnaires ne doivent cesser d'expliquer et de rappeler.

Historiquement et logiquement, salariat généralisé et production pour la production sont indissolublement liés. Le salariat ne se généralise que si la plus grande partie de la population est dépourvue de moyens de production et, plus généralement, de propriété; alors, la grande majorité des hommes est contrainte de vendre sa vie contre argent à une puissance extérieure pour pouvoir subsister. Cette « puissance extérieure » est, comme chacun sait, la classe détentrice des moyens de production. Comme toutes les classes éminentes de l'histoire, celle-ci vise à s'approprier des moyens de jouissance sans participer elle-même à l'activité sociale, sans se soumettre elle-même à l'obligation de travailler.

On pourrait donc croire qu'en régime capitaliste, le but de la production est la satisfaction des besoins de la classe dominante et que la vie de la grande majorité des hommes est subordonnée à ce but. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples, comme le prouve déjà le fait qu'en URSS, il y a en somme un capitalisme sans capitalistes! S'il s'agissait exclusivement d'entretenir une poignée de capitalistes, il ne serait pas nécessaire — même s'ils ont les dents très longues — que des millions et des millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens s'échinent à longueur d'année dans une hâte de plus en plus fébrile. Il n'y a aucune commune mesure entre les milliards d'heures de

(Suite page 2)

Contre le despotisme de fabrique

La détermination des O.S. d'un seul atelier a suffi pour enrayer le fonctionnement de l'énorme trust Renault. Le fait qu'ils n'aient été que 350 au départ ne change rien au fait que leur mouvement visait à la défense de leur force de travail et que seuls des bourgeois ou des canailles opportunistes peuvent prétendre qu'il faut renoncer à cette défense quand "on n'a pas la majorité" ou qu'on est en trop petit nombre. En s'attaquant aux jaunes, en stoppant les chaînes, en occupant la centrale de Sandouville, cœur névralgique de l'usine, les minorités en lutte ont montré que la grève est la chose la moins démocratique qui soit, et, avec toutes les réserves dues au fait que les mouvements revendicatifs actuels sont surtout la rançon que le patronat doit payer pour la déception que les ouvriers ont subie dans leurs naïfs espoirs électoraux, une "véritable école de guerre" pour eux, comme disait Engels.

Nous n'entrerons pas dans la querelle de la famille trotskiste pour savoir si les grévistes du département 12 avaient "un comité de grève (...) élu, contrôlé par l'A.G. des grévistes" (Révolution! du 21-4-73) ou

si, au contraire, "à aucun moment, il n'y a eu de comité de grève élu" (Rouge du 13-4-73). Car pour nous, communistes, la valeur d'une grève ne se mesure pas à l'aune de la démocratie. Comme dans toute bataille, c'est la décision des combattants qui lui confère son caractère d'exemplarité, qui règle, plus sûrement que toutes les assemblées, son caractère de classe.

C'est parce que les conditions de travail au 12 sont particulièrement inhumaines que les O.S. des "grandes presses" se sont lancés dans la bagarre. Cependant, nous ne pouvons nier les limites du mouvement: impréparation et confusion chez les grévistes, répression et manœuvres patronales, sage circonspection des directions syndicales, tout cela n'a guère favorisé une explosion générale. Parce que les revendications avancées ne concernaient que leur atelier, les grévistes ont condamné leur mouvement à l'isolement.

Et pourtant, leur revendication allait bien au-delà de l'obtention du PIF: ce qu'elle exprimait, c'est le refus de l'encadrement hiérarchique qui divise les ouvriers en classes différentes; c'est le refus du

"Actions armées et conscience de classe": L. O. tire, de prémisses justes, des conclusions fausses

Le début de cet article a paru dans le n° 149 du "prolétaire"

Impatience petite bourgeoise et tentation ouvriériste

L.O. polémise justement (usant d'expressions sans doute inspirées d'un fameux passage du Trotsky de 1905) contre les "impatiences petites-bourgeoises", et observe à juste titre que ce populisme (hors de saison et hors de lieu) "est seulement la variante de gauche" d'un phénomène qui, comme l'histoire l'a maintes fois prouvé, peut prendre bien des formes, y compris la forme fasciste et la forme de la "résistance" (gaulliste, stalinienne et autres). Il s'agit de l'édition moderne — dans une phase et une aire impérialistes — du vieux phénomène du "libéral à la bombe". Ainsi, l'existence de nazi-maoïstes n'est pas si étonnante: déjà dans l'Action Française, il y avait des anarcho-royalistes... Naturellement, bien que même des fascistes flirtent en parole avec des mouvements plus ou moins nationaux-révolutionnaires (palestiniens, irlandais...), il faut distinguer entre les mouvements qui expriment avant tout le rôle progressif, révolutionnaire de la petite-bourgeoisie (et ce sont ceux qui agissent dans les aires précapitalistes ou dans les nations opprimées), et ceux qui ne peuvent rien exprimer d'autre que les tendances réactionnaires, rétrogrades des classes moyennes, et en particulier des paysans qui cherchent à "retourner en arrière" du stade atteint par le développement capitaliste, et aussi par l'unité nationale (comme l'ETA ou les séparatistes bretons...). On ne peut les mettre tous dans le même sac, comme le faisait un Serrati dans les années 20, identifiant aux mouvements irrédentistes de Trente et Trieste les futures insurrections des masses laborieuses d'Orient

contre la domination impérialiste et les sbires locaux, despotes féodaux ou compradores.

« La tâche des révolutionnaires socialistes, en effet, ne consiste pas à chercher désespérément des raccourcis qui permettraient de faire l'économie de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, parti dans lequel le prolétariat, non seulement celui de France, mais celui du monde entier, puisse se reconnaître et dans lequel se reconnaissent en même temps tous les opprimés de la planète. Dans l'accomplissement de cette tâche, nous ne récusons pas la violence, ni même l'action terroriste; mais nous subordonnons son usage à notre stratégie. »

Cette formulation aussi est bonne. Mais le paragraphe suivant ne l'est pas, qui affirme entre autres que :

La vieille phobie du "putsch" et des "déclassés"

Le bolchevisme a organisé des expropriations, des éliminations de provocateurs, des opérations de guérilla paysanne toutes les fois qu'il existait pour cela des bases réelles, même si les masses n'étaient pas sur le moment en mesure de comprendre ces actions, même si elles n'étaient accessibles qu'aux éléments directement exploités et donc, localement, impliqués dans la lutte. Le Parti Ouvrier Social-Démocrate russe avait son organisation d'autodéfense qui, en certaines circonstances, intervint contre des pogromes avant que les ouvriers se soient mobilisés: naturellement, dans ces organisations, les ouvriers membres du parti, dirigeant les sympathi-

« La séquestration d'un directeur d'usine dans son bureau, au cours d'une grève, a plus de valeur quand elle exprime la volonté de lutte des travailleurs, même si techniquement elle a été réalisée par un nombre limité de participants, que l'enlèvement spectaculaire d'un dirigeant quelconque ou que la mise hors d'état de nuire de quelques fascistes dans un combat singulier dont la classe ouvrière serait spectatrice. »

L'idée que l'action armée, violente, individuelle même dans une phase prérévolutionnaire, antérieure (on ne sait de combien) à l'insurrection, doit être exécutée seulement si elle exprime la volonté de lutte des travailleurs — en d'autres termes, si elle est comprise des masses, est une idée étrangère à la tradition marxiste et dangereusement voisine de la théorie rappelée ci-dessus que Trotsky lui-même qualifiait de "fatalisme révolutionnaire".

sants avaient des fonctions essentielles. Le Parti Communiste d'Italie (nous le citons à propos du dernier exemple allégué par L. O.) a organisé la lutte armée contre la police et les groupes fascistes, et obtenu des succès notables, malgré les rapports de force très défavorables et la constitution tardive de ces groupes d'auto-défense, et bien que la grande majorité des prolétaires aient été endormis par l'opium réformiste et légalitaire qui érigeait la couardise en vertu.

Ceci ne veut certes pas dire que l'on puisse passer de l'auto-défense ou de la guérilla paysanne à l'insurrection sans la

(Suite page 2)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

VENDREDI 18 MAI, à 20 heures 30

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry - PARIS (10^e)

(Métro République)

BOURGEOISIE, SOCIAL-IMPERIALISME ET IMMIGRATION

"Actions armées et conscience de classe"

(Suite de la 1^{re} page)

mobilisation des grandes masses, mais l'insurrection est précisément un art, et ses instruments techniques se créent grâce à une organisation trempée dans la lutte, une organisation qui sache combattre sans jouer à chaque fois le tout pour le tout, mais qui sache aussi, comme le parti bolchevique, avoir l'audace suprême quand les conditions existent. Ce n'est pas avec la "putschophobie", évidemment, que l'on peut diriger et faire triompher une insurrection...

La peur des déclassés, des "voyous", etc., va de pair avec la putschophobie. Naturellement, le sous-prolétariat n'a pas changé de nature depuis le temps de Marx, il est toujours prêt à se vendre pour un verre d'eau-de-vie ou quatre centimes dévalués : il ne faut pourtant pas confondre cette lèpre de la société avec les travailleurs brisés, réduits à la misère, en chômage partiel ou total, désadaptés qui, à la différence du Lumpenproletariat par essence parasitaire, sont les plus opprimés et exploités. De même les paysans pauvres, semi-prolétaires ou en cours d'expropriation totale ne peuvent certes pas être confondus avec les boutiquiers et les employés, cette "vermine de l'Etat". L'aristocratie ouvrière, terrain de culture électif pour l'opportunisme, est caractérisée par son hostilité féroce, qui prend souvent des aspects racistes, dans les conflits concernant ces catégories qui représentent en définitive l'"armée industrielle de réserve". Le réformisme, exaltant l'"ouvrier conscient", contribue à repousser, avilir et abrutir ces masses qui coïncident souvent dans certains pays avec des minorités ethniques ou nationales. Quand non seulement le bonze opportuniste, de droite ou du centre, mais aussi le prolétariat "évolué" selon les critères de ces chiens de garde du capital, parlent de "pègre", il entend par-là, souvent, ces couches qui sont en général poussées à la lutte (lutte, bien souvent, désespérée) bien avant la majorité des travailleurs insérés dans les rouages de la production (compte tenu du fait que l'aristocratie ouvrière, à part les exceptions individuelles que l'on peut trouver aussi dans la bourgeoisie ou l'aristocratie

foncière, est de l'autre côté, avec les patrons). (1)

(1) A ce propos, citons un bref extrait du célèbre écrit de Lénine sur la Guerre des Partisans, paru dans Le Prolétaire du 30 septembre 1906, qui traite la question en rapport — mais pas exclusivement — avec le problème de la révolution double : "...On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des déclassés, des ivrognes tombés dans la dégradation. C'est vrai. Mais de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennoblé par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette dernière condition n'est pas remplie tous les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non-prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent. Les grèves, abandonnées au cours spontané des événements, dégèrent en "alliances", en accord des ouvriers avec les patrons contre les consommateurs. Le Parlement devient une maison de tolérance où une bande de politiciens bourgeois trafique en gros et en détail, des "libertés publiques", du "libéralisme", de la "démocratie" du "républicanisme", de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes. La presse dégère en entremetteur, accessible à tous, en instrument de perversion des masses ; elle flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc... La social-démocratie ne possède pas de moyens universels de lutte capables de protéger le prolétariat, en élevant une muraille de Chine entre lui et les couches placées quelque peu au-dessus ou au-dessous. La social-démocratie emploie, selon les époques, des moyens différents, en subordonnant toujours leur application à des idées et des méthodes d'organisation rigoureusement déterminées selon les circonstances" (O. C. t. 11, p. 224).

assumant en toute conscience sa tâche historique, aucun groupe, aucun chef, aucun "Ché" ne peut l'accomplir à sa place ».

Donc, si Cuba par exemple, n'est pas un "Etat ouvrier", c'est parce qu'il y existe un pouvoir personnel, et qu'il n'y a ni soviets, ni organes équivalents ! C'est un discours de ce genre extrémiste-ouvriériste que L. O. applique à l'U.R.S.S. depuis le début des années vingt, puisque l'on peut très bien objecter que c'était le Parti et non les Soviets qui y détenaient le pouvoir et que donc... c'est la "contre-révolution" bolchevique qui avait alors triomphé ! (et de même pour la transformation réalisée par Trotsky des pre-

mières milices ouvrières en Armée Rouge de type permanent). Quant au pouvoir "personnel" ou "des individus", Lénine a démontré dans *La Maladie Infantile...* qu'il est parfaitement compatible avec la dictature du prolétariat, qu'il en est même inséparable, puisque les classes sont dirigées par des partis et le parti par des chefs. D'autre part, Trotsky lui-même a répété dans de nombreux passages d'une grande puissance doctrinale et polémique, que si "dictature du prolétariat" veut dire quelque chose, c'est bien que l'avant-garde de la classe s'arme de toutes les ressources dont peu disposer un Etat pour repousser toute menace, y compris celles qui proviennent des couches les plus arriérées

du prolétariat lui-même — et seule la dictature du parti communiste à l'intérieur des soviets peut les faire passer du rôle d'informe parlement du travail à celui d'organes de la dictature ouvrière.

L'"avant-poste de la révolution mondiale", comme dit L. O., ce fut le Parti bolchevique : tout coup porté contre lui fut porté contre la révolution. Ce n'est pas un hasard si Staline l'a littéralement exterminé. Au contraire, le fétichisme de la forme soviétique a été dénoncé non seulement par nous, mais par nos maîtres : Lénine, Trotsky dans sa période marxiste, la direction de la 3^{ème} Internationale au Second Congrès de 1920...

(A suivre).

QUE REVENDIQUE LE COMMUNISME ?

(Suite de la 1^{re} page)

travail journalier fournies chaque année par la population salariée de tous les grands pays industriels avancés et les besoins de consommation des gros actionnaires des banques, des entreprises, des firmes et de la haute bureaucratie d'Etat par-dessus le marché. Chacun sait fort bien qu'à « trop bien payer » ses salariés, l'Entreprise ou la firme courrait un risque pire encore que de ne pas verser à ses actionnaires des dividendes « suffisants » à leurs yeux : elle ferait faillite sur le marché. Quant à l'Etat qui agirait de même, il ferait banqueroute. Donc, même sans recourir à des notions de haute économie, en s'en tenant simplement à la réalité empirique, on saisit que n'obéissant pas aux besoins des salariés, l'économie capitaliste n'obéit pas davantage aux besoins personnels des membres de la bourgeoisie, mais aux lois impersonnelles du marché qui s'imposent jusqu'à la classe dominante elle-même.

Ces lois commandent — comme on ne cesse de nous le répéter jusqu'à la nausée — la réduction des coûts de production. Des entreprises productives et des ouvriers proprement dit, cet impératif s'étend à toutes les firmes, toutes les administrations publiques et privées et par conséquent à toute la population salariée. C'est donc la dictature du marché qui explique cet étrange paradoxe : plus l'humanité produit ou est capable de produire de richesses, plus fébrilement elle doit travailler, plus sévèrement elle doit tenir en bride ses besoins, et plus mal elle vit donc, finalement, si « bien vivre » ne signifie pas, comme pour le bourgeois... « acheter davantage » ! Mais alors, tout se passe comme si le but de la production n'était pas du tout la consommation sociale, mais la production elle-même ! Dans le capitalisme archi-mûr d'aujourd'hui, il n'est pas jusqu'à la conscience vulgaire qui ne soit frappée d'une telle absurdité, puisqu'on ne compte plus les naifs — vrais ou simulés — qui demandent publiquement : pourquoi l'expansion ? La chose est réjouissante, parce que c'est la réalité la plus quotidienne qui impose à des millions d'hommes, qui n'ont certes jamais lu le savant « Capital » de Karl Marx, la reconnaissance de la vérité qui s'y trouve formulée depuis plus d'un siècle : le point de vue du capitalisme est la production pour la production et non pour la satisfaction des besoins sociaux, parce que le Capitalisme produit des marchandises et non des biens d'usage.

Que la classe aujourd'hui salariée parce qu'elle est dépossédée de tous moyens d'existence propres entre en possession de tout ce qui est nécessaire et suffisant pour assurer son existence collective, voilà une révolution sociale qui change tout. Le point de vue de la classe salariée ne peut pas être de « réduire les coûts de production », puisque finalement ce que le capitaliste appelle ainsi, c'est la vie humaine elle-même qu'il « réduit » à une bien pauvre chose ! Le point de vue serait plutôt, pour employer une formule facile, d'augmenter ces « coûts » ! Il ne peut être davantage de travailler d'autant plus intensément que la productivité du travail est plus grande, mais tout au contraire d'utiliser la productivité accrue pour se libérer de l'esclavage millénaire du travail. Cela tombe sous le sens de quiconque n'est pas une canaille opportuniste, un chrétien ou un bourgeois.

Tant qu'à côté du capitalisme existait une vaste zone de petite production d'un rendement social misérable et qui contraignait les producteurs à une existence encore plus barbare que celle des prolétaires en tant qu'existence purement privée, isolée, ce point de vue de la classe salariée ne pouvait pas encore apparaître comme l'intérêt de la société tout entière et il ne pouvait donc triompher dans la réalité. Mais depuis que le capitalisme l'a emporté sur les modes de production plus arriérés, l'intérêt de la société tout entière se confond avec l'intérêt de la classe salariée auquel tous les intérêts particuliers doivent être impitoyablement soumis, ce qui suppose la dictature politique du prolétariat. Alors, la norme capitaliste de la libre entreprise, qui dans un régime où, comme en Russie, le profit d'entreprise est tabou, est simplement limitée, tombe complètement.

La « libre entreprise » n'est en effet qu'un groupe particulier d'intérêts qui agit comme s'il était le centre du monde, c'est-à-dire mobilise autant de moyens de production et de matières premières, embauche autant de travailleurs que son capital et ses perspectives commerciales le lui permettent, sans se demander si ces ressources et ces travailleurs ne seraient pas plus utiles dans une autre branche d'activité ; qui produit autant de sa marchandise particulière qu'il arrive à en placer sur le marché sans se demander si d'autres biens ne seraient pas socialement plus utiles, quitte à faire la « guerre psychologique » à toute la population pour la persuader du besoin qu'elle a de cette marchandise particulière.

Mais l'entreprise centre-du-monde (qu'elle soit « privée » ou, comme en Russie, d'Etat, le résultat est socialement le même !) engendre de telles absurdités qu'elle devient de moins en moins tolérable. La norme nouvelle dérivant de la substitution de la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie ne pourra être que la réglementation sociale directe de la production. Cela suppose l'intégration des anciennes entreprises dans un tout cohérent, mais cela ne peut se faire sans que la distribution des travailleurs dans les différentes branches de production et activités en général qui s'effectue aujourd'hui au petit bonheur la chance soit réglée centralement en fonction des besoins réels de façon qu'on n'ait pas par exemple trop d'acier et trop peu de denrées alimentaires, trop de moyens de transport et trop peu de locaux d'habitation, trop de chansons, de films, de livres, etc... et pas assez de services d'éducation et de santé, etc... sans compter beaucoup trop de propagande bourgeoise et opportuniste et déplorablement peu d'écrits communistes !

Chose curieuse, tout le monde comprend de mieux en mieux cette nécessité à mesure que le joug capitaliste devient de plus en plus pesant, mais — par la faute de l'opportunisme — très peu de gens saisissent que substituer une économie sociale cohérente à la libre entreprise signifie cesser de produire les biens comme marchandises, comme valeurs attestées par un prix en monnaie, comme produits échangeables ! Pourtant, même dans l'entreprise actuelle, les différents ateliers n'« échangent » pas leurs produits. L'atelier de montage, par exemple, reçoit directement ses pièces de l'atelier de fabrication sans avoir besoin de les lui acheter. A l'intérieur de l'entreprise, on

comptabilise sans doute bien les quantités de travail dépensé à chaque stade, pour éviter le gaspillage en petit (alors que le gaspillage en grand triomphe à l'échelle de la société !) mais ces quantités de travail ne prennent pas la forme de valeurs, en d'autres termes le produit n'est affecté d'un prix monétaire qu'au moment où ce produit est achevé et « sort » de l'entreprise.

Mais s'il en « sort » fatalement, c'est que l'entreprise a des limites étroites et que dans les limites plus larges de la production sociale considérée à l'échelle d'un pays, d'un continent et à plus forte raison du monde, une foule d'entreprises indépendantes se meuvent et s'agitent comme des molécules folles. Que les limites étroites de l'entreprise actuelle soient reculées à celles de la production sociale d'un pays, d'un continent et finalement du monde — en d'autres termes que l'entreprise actuelle devienne à l'économie globale ce que ses différents ateliers lui sont présentement à elle (c'est cela et rien d'autre la socialisation des moyens de production), non seulement il n'est plus nécessaire d'affecter les produits d'un prix monétaire, mais cela devient complètement impossible. La valeur et le prix ne peuvent apparaître qu'à la limite du système si bien que lorsqu'il devient mondial, ils disparaissent totalement. La production marchande du capitalisme va regressant à mesure que la révolution sociale gagne du terrain, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent une foule de « marxistes » à la manque, qu'elle se maintient tant que la révolution n'est pas mondiale, mais qu'elle disparaît seulement là où le prolétariat domine.

Or, abolir la production de marchandises, c'est fatalement abolir le SALARIAT LUI-MEME puisque le salaire n'est jamais que le prix d'une marchandise particulière qui est la force de travail et qu'il suppose le marché du travail en même temps que le marché tout court, c'est-à-dire l'anarchie dans la distribution des forces de travail. Si les produits ne sont plus des valeurs, si la distribution des forces de travail n'est plus livrée au hasard du marché, il devient impossible de considérer la force de travail elle-même comme une valeur et de lui assigner un prix de marché. Les membres de la société, désormais tous astreints au travail social énormément allégé, ne sont plus « rétribués » en fonction de « mérites » (!) individuels vrais ou supposés ; ils reçoivent du produit social une quote-part proportionnelle à l'importance de sa fraction consommable, et si celle-ci est nécessairement beaucoup plus forte qu'aujourd'hui, c'est que le temps passé... à fabriquer des moyens de production aura beaucoup diminué par rapport à ce qu'il est dans le capitalisme qui ne pense qu'à « réduire les coûts ». « Comment produire moins et consommer plus ? » demande toujours hypocritement l'opportunisme : le voilà le secret !

Voilà ce que signifie la revendication d'ABOLITION DU SALARIAT qui, pour Marx et trois à quatre générations de révolutionnaires, a toujours été synonyme de COMMUNISME. Il n'est pas besoin d'être grand théoricien pour la comprendre et elle n'a rien d'« utopique » et d'« irréalisable » puisqu'elle veut finalement dire une chose que pensent déjà en leur for intérieur tous les salariés que l'opportunisme n'a pas totalement abrutis : les hommes doivent produire pour vivre au lieu de vivre pour produire !

La révolution prolétarienne selon la "volonté générale"...

Une chose est de "tenir compte de l'état d'esprit des larges masses". Mais c'est bien autre chose de penser, comme l'écrit L. O. que "la violence, l'action militaire n'ont de signification pour les révolutionnaires que lorsqu'elles constituent le prolongement conscient de la volonté ouvrière". La question n'est pas que la classe ouvrière ait une volonté "non-consciente", qu'il appartiendrait au parti de déchiffrer : les mobilisations massives du prolétariat ne résultent pas de la volonté, consciente ou non-consciente, mais des pressions matérielles, et elles échouent régulièrement si elles ne sont pas encadrées et canalisées par une organisation militante qui ait su attirer par avance l'avant-garde ouvrière.

Le dernier paragraphe de l'article prouve que nous n'avons ajouté aucune interprétation malveillante aux formulations de L. O. Il dit, en effet, textuellement :

« ...Pour les marxistes, l'objectif reste l'instauration de la dictature du prolétariat. Com-

ment peut-elle se réaliser sans la participation consciente des travailleurs ? Par un audacieux coup de main d'une direction résolue qui, soit par surprise, soit à partir d'une conjonction de circonstances favorables, sur la base d'une démagogie populiste, renverse un pouvoir déjà chancelant ? Ce serait laisser croire que la dictature du prolétariat se résume à l'accession au pouvoir de quelques hommes mandatés — (ou prétendant l'être) — par le prolétariat. Ce serait oublier ce que Marx nous enseigne : que la révolution sociale ne peut se réduire à la prise du pouvoir politique, mais qu'elle nécessite l'éviction de la classe ouvrière qu'elle détruit l'appareil d'Etat bourgeois dans tous ses rouages, de la base au sommet, pour les remplacer par ses propres organes de pouvoir. Ce furent, en U.R.S.S. en Octobre 17, les soviets d'ouvriers et paysans, les milices ouvrières qui, d'emblée, se constituèrent un avant-poste de la Révolution mondiale. Et ce rôle social de la classe ouvrière,

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h et le dimanche, de 10 à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège de « Prolétaire », 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e ét.)

Tactique et organisation sont inséparables des principes

Au centre de notre appréciation de la convergence fondamentale et des divergences initiales mais secondaires qu'il y eut entre les bolcheviks et nous dans les années glorieuses de la reconstitution de l'Internationale Communiste se trouve l'affirmation suivante : le débat qui nous opposa sur les questions de tactique et d'organisation se déroula alors dans le cadre d'une totale homogénéité dans les principes, conçus en tant que fondements à la fois invariants et internationaux du mouvement.

Au III^e Congrès de l'Internationale (1921), dans une polémique mémorable contre les abstractions antidialectiques considérées à tort comme "de

gauche", Lénine fit remarquer avec force : "Les principes ne sont pas le but final, ils ne sont pas le programme, ils ne sont pas la tactique, et ils ne sont pas la théorie : la tactique et la théorie ne sont pas les principes". Voulait-il dire par là que non seulement il existe une distinction entre ces catégories (ce qui est indiscutable) mais qu'il n'y a pas de lien entre elles ? Répondre à cette question est essentiel non seulement pour définir le sens de nos positions tactiques, mais pour démolir l'ignoble échafaudage de mensonges opportunistes sur la prétendue "élasticité" ou, pis encore, sur le prétendu éclectisme ou même empirisme) léniniste en fait de tactique et donc également en fait d'organisation.

Et la tactique ?

"Jusqu'ici tout va bien - oblige le prétendu marxiste encore fasciné par le mythe de l'"élasticité" tactique couramment attribué à Lénine - mais la tactique, c'est autre chose ; les principes sont obligatoires, la tactique, elle, est facultative". Nous aurons beau répondre que s'il en était ainsi, une autre "catégorie" fondamentale du parti, l'organisation, tomberait à l'eau. En effet, la discipline et la centralisation constituent nécessairement les bases de l'organisation ; c'est de la discipline et de l'organisation que dépend l'unité d'action et de mouvement du parti mondial unique du prolétariat révolutionnaire. Or comment pourrait-il encore y avoir une discipline et une centralisation mondiales si on permettait à chacun des détachements nationaux du parti - et dans le cadre de ceux-ci, à leurs pelotons régionaux et locaux de décider de façon autonome comment s'orienter et agir dans le jeu complexe des forces sociales, des classes et demi-classes, et des partis ? Mais notre "marxiste" "élastique" ne se démonte pas pour autant : "J'admets encore ce point ; mais il reste que les questions tactiques doivent, par définition, être résolues de manière non unique mais multiple : en d'autres termes, elles forment un système d'alternatives, alors qu'il n'y a pas d'alternative, par exemple, pour la théorie ou pour les principes".

La réponse ne vaut rien. On ne peut pas, c'est vrai, tracer une voie unique pour la tactique. Celle-ci sera différente - comme le précisent justement nos Thèses de Rome de 1922 - dans les moments d'assaut révolutionnaire, ou au contraire de reflux et de "défensive", ou enfin de préparation à un nouvel assaut, peut-être éloigné dans le temps. D'autre part, dans chacun de ces cas, la voie sera différente dans les phases (et les aires) de révolution double et dans celles de révolution simple, enfin même dans ce dernier cas, le problème des paysans, par exemple, peut imposer une "accentuation" ou une "atténuation" de la rigidité de la tactique prolétarienne et communiste, selon le degré de développement capitaliste et les phases successives de l'affrontement de classe.

Mais le noeud de la question, c'est que le marxisme ne serait pas une science, que la "théorie révolutionnaire" ne serait pas cette chose sans laquelle "il n'y a pas d'action révolutionnaire" (Lénine), si la connaissance exacte de la doctrine marxiste ne comprenait pas la connaissance de ces phases et de ces aires, ainsi que à l'intérieur de celle-ci, la connaissance de l'alignement des forces sociales et de leurs partis face à l'unique parti révolutionnaire prolétarien, et celle de l'attitude que le parti devra nécessairement adopter à leur égard en fonction de l'objectif unique vers lequel toutes les voies de son action doivent converger : sans cela, on peut dire adieu à la révolution (qu'elle soit proche ou lointaine) parce qu'on aura dit adieu à l'homogénéité de mouvement dans la préparation et la lutte des différents détachements du parti mondial ! En d'autres termes, ceci veut dire que le marxisme, s'il est le marxisme, résoud les questions tactiques (ou encore : décide de l'"événement" des possibilités ou des "alternatives" tactiques) de façon multiple, sans doute, mais sans jamais rompre le lien qui rattache la tactique aux prin-

cipes - et donc à la théorie et au programme - et même en adoptant chaque solution tactique en fonction de ceux-ci. Et il résoud toujours les questions tactiques centralement, condition sine qua non pour les résoudre internationalement.

L'élément de "variété" implicitement contenu dans la tactique est en effet l'expression de la nature dialectique de l'interprétation matérialiste de l'histoire ; il n'entame nullement son caractère monolithique, il n'introduit aucun facteur d'indétermination dans sa science du devenir des sociétés humaines et des voies qui amèneront le prolétariat à refermer pour toujours le sombre chapitre des sociétés de classe. Le maniement de la tactique est ardu, certes, mais seulement parce que l'usage non occasionnel et non fortuit, mais rigoureux, de la tactique est ardu. Une fois de plus, c'est le prétendu maître en mobilité et en habileté tactique, Lénine, qui nous l'enseigne magistralement.

Prenons les thèses du II^e Congrès. En un sens, elles sont toutes des thèses tactiques, mais elles le sont précisément en tant qu'elles restent aussi et avant tout des thèses de doctrine et de principe. Elles aboutissent à des conclusions tactiques impératives parce qu'elles partent de prémisses théoriques et programmatiques impératives. Elles prescrivent ce qu'il faut faire dans la mesure où elles fixent la limite que le parti ne peut dépasser, dans les différents secteurs, sans perdre sa nature, sa raison d'être, sa continuité propre. On peut se demander (et c'est ce que nous avons fait à l'époque) si la limite y est fixée de manière suffisamment nette, ou au contraire trop large, du moins pour les époques et les aires où la perspective est celle de la révolution prolétarienne pure, mais on ne pourra jamais trouver dans une seule formulation tactique de ces célèbres Thèses la moindre prise à une déviation de principe. Parlémentarisme révolutionnaire oui, mais dans le cadre rigide et rigoureux de la dénonciation de la démocratie et du parlement comme des voies et des instruments qui ne sont pas les nôtres, mais ceux de la classe ennemie. Appel actif aux mouvements national-révolutionnaires dans les colonies et dans les pays "arriérés", mais jamais d'abdication de l'autonomie du parti, jamais de "suivisme". Effort de souder les mouvements et les intérêts des paysans au grand mouvement et aux intérêts primordiaux du prolétariat agricole (qui ne fait qu'un avec le prolétariat industriel), mais revendication du rôle dirigeant de ce dernier. Les militants révolutionnaires ont des tâches à accomplir dans les syndicats dirigés par les réformistes, mais pour les conquérir à la direction du parti, qui hiérarchiquement est un organe supérieur au syndicat, et non parallèle comme dans la vision déformée des bonzes gradualistes et réformistes. Les tâches du parti lui-même, avant, pendant et après la révolution, sont déduites, comme autant de corollaires, de la définition théorique de sa nature, par rapport à la classe et à sa lutte historique d'émancipation. Les principes centraux de la dictature, de la contrainte d'Etat, de la terreur, restaurés sur des bases de granit, servent de pierre de touche de tout expédient tac-

tique et de toute ressource organisationnelle, car les moyens ne sont pas des armes neutres et indifférentes par rapport aux buts à atteindre, mais ils sont, ils doivent être choisis en fonction des buts, faute de quoi ce sont les moyens qui influenceront les buts et qui - s'ils sont adoptés au hasard et indépendamment de ceux-ci les déformeront.

Quant aux conditions d'admission, obligatoires pour tous les partis désireux d'être admis dans l'Internationale en tant que sections, c'est-à-dire en tant que membres d'un corps mondial unique sont-elles autre chose qu'une liste de prescriptions tactiques dans les différents secteurs d'activité du parti de classe (au par exemple, dans les administrations municipales, dans l'armée, dans les coopératives, dans les syndicats, dans les campagnes, etc. ; face aux mouvements de libération nationale et coloniale ; face aux partis réformistes de droite ou du centre, partis à base ouvrière mais politiquement bourgeois ; enfin dans les rapports entre les sections nationales et le centre international, comme entre les sections territoriales et la direction centrale dans le cadre de chaque parti) ? Le caractère "multiple" de la tactique n'y est-il pas encadré dans un ensemble de solutions rigides, délimitées par des frontières obligatoires, et toutes subordonnées aux principes directeurs du communisme ?

Mais on pourrait remonter plus loin dans le temps et rappeler avec Trotsky (dont le témoignage est d'autant plus précieux que, avant Octobre, il naviguait dans des eaux "intermédiaires" entre les bolcheviks et les mencheviks) que "ce n'est pas la souplesse qui constitue [...] le trait caractéristique du bolchevisme, mais sa fermeté d'airain : telle est précisément la qualité du bolchevisme, celle que lui reprochaient ennemis et adversaires, et dont il la pu à juste titre être fier... Intransigence, vigilance révolutionnaire, lutte pour chaque gramme d'indépendance : tels sont ses traits essentiels". Telles sont aussi les conditions qui, par avance, "garantissent" la victoire d'Octobre : "garantissent non abstraitement "théoriques" au sens idéaliste du terme, mais réelles, c'est-à-dire constamment observées et appliquées dans l'action, même (et surtout) dans les rapports avec les partis "proches" et dans la vie de chaque jour, dans chacun de ses multiples épisodes, apparemment secondaires ou insignifiants. Et qui d'autre, sinon Lénine, a écrit (Que faire ?, II, c) :

"S'il n'existe pas une solide organisation, préparée à la lutte en tout moment et dans toutes les situations, on ne peut parler de ce plan systématique d'action, éclairé par des principes fixes et rigoureusement appliqués, qui seul mérite le nom de tactique" ? Formule d'une puissance extraordinaire et qui est doublement significative : d'une part, parce qu'elle définit la tactique comme un plan systématique, étroitement lié aux principes (déclarant même qu'on ne peut la concevoir autrement) et d'autre part, parce qu'elle met en lumière un autre point crucial sur lequel nous reviendrons, à savoir l'impossibilité de définir et d'appliquer un plan tactique sans une organisation déjà prête et elle aussi organiquement liée aux principes et destinée à les servir.

(à suivre)

Théorie, but final, programme, principes

Dans le passage cité ci-dessus, Lénine nous enseigne que théorie, but final, programme, principes, tactique du parti communiste mondial sont des aspects et des moments différents de la fonction du parti. Aussitôt après, il élimine dans un exemple classique la supposition que deux au moins de ces termes - but final et principes - pourraient avoir la même valeur : "Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes sur le plan des principes ? Les principes du communisme consistent dans l'instauration de la dictature du prolétariat et dans l'usage de la contrainte d'Etat dans la période de transition [du capitalisme au socialisme]".

Les principes du marxisme se sont distingués de ceux de l'anarchisme dès les polémiques de Marx et Engels contre les anti-autoritaires, les anti-centralistes, les anti-dictatoriaux ; et il est bien évident aussi qu'ils se distinguent de toute déformation démocratique, légalitaire, parlementariste, gradualiste, du marxisme. Les représentants de l'anarchisme comme du réformisme peuvent accepter et même parfois acceptent (nous n'examinerons pas pour l'instant dans quelle mesure) le but final du marxisme, la société sans classe et donc sans Etat, bref, le point d'arrivée de tout le cycle qui doit mener au communisme. Mais ils nient les principes de la dictature et de la terreur, c'est-à-dire qu'ils nient ce qui nous distingue, ce qui caractérise les communistes - non en 1920 ou 1921, mais depuis 1871 et pour toujours - : la dictature exercée par la classe prolétarienne, par l'intermédiaire du parti, sur la classe vaincue, en tant que voie obligatoire du passage au communisme. Il ne suffit pas d'être d'accord sur le but final pour être communiste, il faut partager sans réserves les principes. Ceux-ci sont donc bien différents du but final, mais ils ne sont pas moins invariables - pour Lénine comme pour nous - et obligatoires. Il est important de montrer qu'il en va de même pour la théorie et pour le programme.

La théorie, ou doctrine du parti, traite de l'histoire de la société humaine et de son déroulement. Elle comprend par

conséquent le but et les principes, mais son cadre est plus large et d'autre part l'acceptation "intellectuelle" de la théorie ne coïncide pas par elle-même avec l'adhésion militante au parti. La théorie est la chair et le sang du parti tout autant que les principes : il suffit de rappeler la lutte de Marx et d'Engels contre le "commerce des principes", il suffit de rappeler Lénine dont le "Que faire ?", en 1902, s'ouvre précisément par une défense du "dogmatisme", du "doctrinarisme" marxiste contre toute forme d'éclectisme, et par une énergique réaffirmation de l'importance fondamentale de la théorie, invariante et mondiale, contre les éternels partisans de la "liberté de critique".

Le programme est la formulation de la perspective d'action prochaine - au sens historique et non immédiat - du parti. Il n'est pas la théorie et il n'est pas les principes, mais il ne peut les contredire, puisqu'il est précisément fondé sur la théorie et sur les principes. Lui aussi est obligatoire : au II^e Congrès de Moscou, la gauche déclara que celui qui n'accepte pas le programme mondial du communisme est en dehors du parti ; mais il est important de noter qu'en proclamant, dans la 21^e condition d'admission, que "les adhérents au parti qui rejettent par principe les conditions et les thèses de l'Internationale Communiste doivent être exclus", le Congrès lui-même établit pour toujours le même principe, puisque les "thèses" ne sont pas autre chose que les points fondamentaux du programme.

Pour Lénine, comme pour Marx et Engels et pour nous, les "catégories" doctrine - but final - programme - principes sont donc délimitées et inséparables, et en même temps elles forment toutes ensemble un bloc invariant et obligatoire. Un parti qui accepte certaines et repousse les autres n'est tout simplement pas un parti communiste. Ceci vaut - disons-le une fois pour toutes - pour les partis qui osent s'auto-proclamer communistes, marxistes ou marxistes-léninistes, alors qu'ils admettent dans leurs rangs des chrétiens, musulmans, israélites, etc. pratiquants ou des idéalistes déclarés (négligence du caractère obligatoire de la théorie ainsi que du but final), et alors qu'ils soutiennent la possibilité d'une voie pacifique au socialisme, se déclarent démocrates, prétendent concilier l'internationalisme avec la défense des "intérêts de la nation" (négligence du caractère exclusif et contraignant du programme et des principes), etc. Tous ces partis sont en dehors du communisme

directeur - gérant
F. GAMBINI

imprimerie - Lino-imp -
1, 3, 5, boulevard Schœssing
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

LE CONFLIT RENAULT

Souplesse de l'opportunisme

(Suite de la 1^{re} page)

Tout le monde s'est accordé pour reconnaître la belle souplesse de la C.G.T. qui, de brisqueuse de grève avant les élections, n'hésitait pas à descendre dans la rue aux côtés des lycéens. Ce qui amenait L.O. du 24-4 à titrer en première page : "Séguy gauchiste ?" Et l'éditorial précisait : "Ce qui est important, c'est que les travailleurs qui s'engagent dans le combat trouveront les militants de la C.G.T. et du P.C.F. non pas en travers de leur chemin, contre eux, mais avec eux, à leurs côtés".

C'est oublier un peu vite que, dès le début, la direction opportuniste avait tout tenté pour faire reprendre les presses sur des compromis bâtarde. C'est oublier que le syndicat, organe le plus apte à étendre la grève à toute l'entreprise, a tout fait pour limiter l'action, pour l'empêcher de se durcir. C'est méconnaître la nature réelle de l'opportunisme : gauchiste en paroles, droitier en acte. Il faut toute la naïveté du volontariste trotskiste pour croire que, par la seule vertu de son exemple, l'impossible métamorphose aura lieu.

L'opportunisme stalinien a toujours montré qu'il savait "prendre des trains en marche". Le faible niveau de la lutte des classes depuis la dernière guerre mondiale lui a toujours permis d'effectuer cet exercice de voltige avec beaucoup de brio, sans entamer d'une manière décisive sa position-clé dans les entreprises. S'il a pu ainsi jouer les pompiers dans la lutte des classes, c'est que ces 28 années furent une période d'expansion constante pour le capital, et que celui-ci put lâcher suffisamment de lest dans les moments critiques.

Après mai 68, la bourgeoisie a montré qu'elle pouvait avaler sans peine les avantages concédés, et s'est même payé le luxe d'une expansion plus rapide que ses rivaux impérialistes, Japon excepté. Elle l'a fait grâce à une politique d'investissements vigoureuse, mais surtout par une exploitation accrue de son prolétariat. Dans cette tâche, elle n'a pas trouvé de plus sûr allié que l'opportunisme, cet opportunisme qui n'avait qu'un seul cauchemar : mai 68 !

Hélas ! l'agitation lycéenne de ce printemps est venue réveiller le spectre. La direction du P. C. F. a tenté une première fois de casser le mouvement : alors qu'une manifestation était prévue le 22 mars (souvenir funeste s'il en fut !), elle en organisait une le 21. C'est le fiasco de cette mobilisation-là qui a infusé un sang gauchiste aux stratégies staliniennes.

Le sort en était jeté. La direction C. G. T. saurait prendre le tournant. Aussi, est-ce de bon gré qu'elle a plié devant la détermination des grévistes de Renault. Mais, de bout en bout, elle est restée l'entremetteuse officielle auprès de la direction. Elle n'a rien réclamé d'autre que des "négociations", comme si les patrons pouvaient être vaincus par la seule vertu des paroles.

Pour l'exemple

Ces illusions, la bourgeoisie se charge elle-même de les dissiper. Aux revendications des grévistes, elle a répondu par la matraque, le lock-out et les licenciements. Ce faisant, elle ruine une façade démocratique qu'elle défendait jusqu'alors avec beaucoup de succès. Peugeot a donné le ton en envoyant ses commandos à Saint-Etienne. La Régie a montré

Alors que les grévistes réclamaient "à travail égal, salaire égal" pour riposter à la division en postes et en classes, la C.G.T. sortit son cheval de bataille : la grille unique de l'O. S. à l'ingénieur. Par ce remède-miracle, elle fait miroiter aux ouvriers la possibilité de s'élever dans la hiérarchie en escaladant les échelons de la "grille" ; « Pour voir gravité, par la qualification, par la formation permanente les niveaux d'O. S., et passer d'O. S. en professionnel, de professionnel en technicien, de technicien en cadre, de sous-ingénieur en ingénieur, etc... », voilà, pour Charles Silvestre (l'Humanité du 28-4-73) et ses compères staliniens, le dernier mot de la lutte des classes. On n'est pas très loin des rêveries gaullistes sur une "troisième voie entre le socialisme et le capitalisme" où la division entre exploités et exploités serait remplacée par un cursus honorum.

Ce serait en effet bien comode si, après quelques années de piratage, chaque prolétaire pouvait accéder à ces échelons où l'on échappe, au moins partiellement, au bain de la chaîne ; ce serait bien comode aussi pour l'opportunisme, qui n'aurait plus alors à louver dans des conflits qui le débordent, mais qui trouverait là ce pour quoi il se sent fait : le rôle d'avocat auprès du patron pour régler telle ou telle "injustice".

A cela, la direction Renault peut répondre facilement que l'immense majorité des contremaîtres provient de la base, et que c'est là l'essentiel de sa politique ; car elle connaît bien tout le pouvoir de division de la "promotion sociale" sur la classe ouvrière : l'ancien ouvrier devenu contremaître fera tout pour conserver sa place loin des cadences infernales ; quant à l'aspirant au grade, il saura se faire remarquer en augmentant le rythme du travail, en mouchardant, en faisant le jaune. En pronant le démerdage individuel, le syndicat aggrave la concurrence entre ouvriers.

Car les O. S., eux, ne disparaîtront pas avec la "grille unique". Bien plus : leur nombre croît. Inexorablement : « Con-« trairement à ce que l'on avait « pensé un certain temps, l'ins-« taurés ne fait pas reculer — « à tout au moins dans la phase « actuelle — la part des ou-« vriers du bas de l'échelle con-« la population active, au con-« traire. En 1954, le nombre des « ouvriers qualifiés était supé-« riorisés ; à partir de 1962, le « mouvement s'inverse ». (Pierre Daumas dans Le Monde du 31-3-73).

Comment on arrivera à faire monter tout le monde dans une pyramide qui va se retrécissant, cela, l'opportunisme ne nous l'explique pas ! Mais il en va là comme de toutes les illusions qu'il répand dans la classe ouvrière : l'important n'est pas qu'elles soient crédibles, mais qu'elles émasculent toute expression de classe en renforçant les sentiments petits-bourgeois.

qu'elle savait aussi réprimer : elle a tour à tour usé du lock-out pour diviser grévistes et non-grévistes ; elle a fait intervenir dans les faits internes d'immigrés pour les inciter à reprendre le travail ; et surtout, elle a rassemblé derrière elle une partie non négligeable de la maîtrise pour en faire une véritable armée de manœuvre, tantôt pour empêcher une occu-

pation, tantôt pour remettre en route une chaîne, tantôt pour quadriller les ateliers décalitrants. Elle a, de ce fait, dégonflé les illusions répandues par les staliniens sur la possibilité de gagner des couches à la case du prolétariat. Elle les a montrées telles qu'elles sont : une force de répression aux ordres du patron.

Bien plus que le faux gauchissement de la tactique des bureaucraties syndicales c'est cette unité sans faille de la bourgeoisie et de ses valets qui ruineront les illusions sur un passage pacifique à une société juste et plus égalitaire. Cet af-

Savoir terminer une grève

A en croire les staliniens, les grévistes n'ont pas remporté une mince victoire : "Les O. S. Renault resteront une fois de plus dans l'histoire pour avoir définitivement brisé le fameux système Taylor qui payait la machine et non l'homme, faisait des ouvriers des appendices interchangeables" (l'Humanité du 28-4-73). Et vous auriez voulu qu'ils continuent la lutte en prétextant le lock-out non payé intégralement et les quelques tribulations licenciés ? Quand on

frontement direct, classe contre classe, renverra au magasin des accessoires les fausses solutions de l'opportunisme et déblatera, au fil des luttes, le terrain pour une vigoureuse reprise de classe.

Si la bourgeoisie a si violemment riposté à l'offensive ouvrière, c'est qu'elle sait bien que, avec l'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial, elle ne peut pas tolérer longtemps la résistance ouvrière. A Peugeot, à Renault, et dans nombre d'autres conflits, le patronat a décidé de frapper un grand coup. Il doit bien concéder ça et là, quelques avantages. Il n'en demeure pas moins ferme sur les licenciements pour l'exemple : (26 à Flins, d'autres à Billancourt) afin que la classe ouvrière sache bien ce qu'il en coûte de lutter.

entre dans l'histoire, Clio peut bien fermer les yeux !

Qu'en est-il dans la réalité ? La Régie les O. S. en trois grandes classes au lieu de cinq, ce qui implique, pour les catégories les plus basses, un recassement indiciaire.

Quant au taylorisme il se porte bien, merci ! En reprenant le travail le 2 mai, les O.S. de l'IE Seguin ont retrouvé l'auxiliaire habituel du patron, le chronométrateur qui fixera l'intensité du travail. Il aura

retrouvé "l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise" (Marx). Car de cette organisation scientifique du travail qui permet d'économiser les gestes, donc la force de travail, pour en extraire le maximum de valeur, le capitalisme ne pourra pas se passer de si tôt. Aucun reclassement d'indice, aucune augmentation de salaire ne permettront au prolétaire de s'accommoder de cette tâche inhumaine.

En conclusion, nous ne pouvons que répéter notre classique position marxiste : "...Si le marxisme a établi des son origine les limites de la lutte revendicative, il n'a jamais eu du processus révolutionnaire une conception assez mystique pour imaginer que les ouvriers pouvaient passer de la soumission au Capital ou de la simple contestation de la plus-value patronale à la victoire révolutionnaire sans se transformer eux-mêmes. Pour le marxisme, cette transformation ne peut être le produit d'une simple propagande de doctrinaires avisés. C'est un produit de la transformation perpétuelle des conditions historiques générales dans lesquelles les hommes vivent, et surtout un résultat des luttes que les antagonismes réels engendrent toujours à nouveau" (Mouvements revendicatifs et socialisme)

VIE DU PARTI

L'article ci-dessous est le résumé des positions défendues par un camarade agriculteur en milieu paysan.

La situation agricole est ses conséquences politiques

La petite agriculture est malade depuis longtemps, mais son état empire. La nouvelle société n'est pas pour elle. Si elle est dans cet état-là c'est pour une partie à cause de la concurrence entre les agriculteurs, au niveau des diverses productions, au niveau de la lutte pour la possession de l'outil de travail, la terre, lutte de petits et gros combinards qui ne profite qu'aux propriétaires et à ceux qui détiennent le marché foncier. Pour une autre partie, c'est l'agriculture parcellaire, ceci est la conséquence du développement du capitalisme. La bourgeoisie industrielle désire des salaires les plus bas possibles, donc elle a besoin de produits de consommation aux prix les plus bas à la production. Actuellement, la France poursuit une politique d'industrialisation, ce qui automatiquement accentue la ruine de la petite agriculture.

Alors, et y a eu les plans Mansholt, il y a eu les plans cyniques, ils ont au moins l'avantage d'être clairs. Mansholt dit que la petite propriété doit disparaître ; il n'y a rien de plus normal puisque sous le règne du capital, propriété signifie élargissement de la propriété de certains au détriment de celle d'autres.

Le Marché Commun ne fait que sceller la ruine des petits paysans. L'Europe verte n'est pas pour le petit exploitant : c'est celle des capitalistes de la terre.

La marche en avant de la concentration capitaliste est un phénomène irrévocable. S'opposer à elle, c'est trouver en face de soi les matraques de l'ordre existant, démocratique et libéral.

Face à cet état de fait, quelles sont les différentes conceptions syndicales et politiques (l'un ne va pas sans l'autre) ? Il y a d'abord la conception de la F. N. S. E. A., la partie majoritaire, ainsi que du C. N. J. A., qui ne fait qu'entériner la conception bourgeoise capitaliste, malgré tous les grands discours de leurs ténors.

Ensuite il y a la position du M. O. D. E. F. Pour lui il n'est pas question d'abolir la propriété privée, fruit du travail. Il veut encourager la petite production, diminuer ses charges, développer la coopération, etc... Il n'est pas question pour lui de supprimer le marché et ses lois. Il veut en somme maintenir le

capitalisme à la campagne comme ailleurs. On trouve parmi ses sympathisants une grande partie des petits paysans ennemis de la coopération, ceux qui regardent le passé et non le présent. Ce syndicalisme est chapeauté par le P. C. F. qui accuse les monopoles et leurs pouvoirs, mais qui se garde bien d'accuser la véritable cause : le CAPITAL.

Ensuite il y a la conception "paysans travailleurs" couramment appelé révolutionnaire ou gauchiste. Ceux-ci constatent avec raison que l'Etat est leur ennemi, mais ils veulent éviter la prolétarianisation des petits paysans, lutter contre la concentration et l'industrialisation de l'agriculture. Ils s'insurgent contre l'intrusion de l'industrie dans l'agriculture, ils sont incapables de sortir du cadre de la division du travail qui est pourtant une des conditions de survie de la classe dirigeante.

Ils n'ont pas encore compris que nous allons vers une crise aiguë, que le capitalisme français, comme celui d'autres petits pays, sera finalement battu sur le marché mondial, que la crise va toucher toutes les couches traditionnalistes, que le Marché Commun risque d'éclater.

Jusqu'à ces dix dernières années, par crainte de la naissance de forces contestataires, la France a freiné l'industrialisation et donc l'augmentation de la prolétarianisation des couches paysannes. Elle pouvait le faire parce qu'elle avait un empire colonial. Après la perte de cet empire, le pouvoir a dû développer l'industrialisation, et a été obligé de puiser dans la masse paysanne ses forces de production, cette masse paysanne qui était pourtant pour lui un facteur de stabilité contre les crises sociales du fait justement de sa position sociale, de son éparpillement, et par conséquence de sa mentalité. Alors la société, en acculant à la ruine toute la petite agriculture, a renversé tous les rapports existants, l'augmentation du nombre d'ouvriers va de pair avec la diminution de nombre de paysans. Le problème est le même pour le petit commerce.

L'Etat bourgeois français, malgré sa volonté de maintenir l'exploitation de type familial, n'empêchera pas ce processus de s'accroître (si volonté il y a !).

L'attitude des soi-disant ré-

volutionnaire, les pro-Chinois et certains autres, qui s'opposent sur les couches moyennes, c'est-à-dire les paysans, les commerçants, les employés et en même temps sur les ouvriers, prouvent qu'ils n'ont rien compris au problème. Leurs théories ne peuvent qu'être immédiatistes, et charger suivant les circonstances, les intérêts des uns n'étant pas ceux des autres. Ces "révolutionnaires" là sont des marxistes de pacotille. Ils en sont donc réduits à faire de l'activisme. Ils n'ont pas compris, ou pas voulu comprendre ou font semblant de ne pas comprendre que la seule cause de la misère paysanne est le capital. Proclamer : « L'agriculture aux agriculteurs », c'est prendre position pour la conservation des couches intermédiaires ; ça ce n'est pas une attitude révolutionnaire.

Empêcher un renforcement quantitatif des forces ouvrières et défendre la propriété privée est une attitude réactionnaire. Marx se retournerait dans sa tombe s'il entendait toutes ces affirmations, même si ces partis-là se réclament parfois du Marxisme-Léninisme. Combien de leurs sympathisants ont-ils lu ses ouvrages, combien ont essayé de comprendre sa méthode d'analyse ? Tous ces partis, qu'ils soient gauchistes, "communiste" ou "socialiste", ont chacun leurs déviations qui sont la cause de leurs divisions. S'ils avaient compris, ils affirmeraient que la seule solution est l'abolition du capital et du salariat qui est sa principale condition d'existence. Cela seul le prolétariat peut le faire, mais pour cela il faut qu'il se réveille (s'il dort, c'est parce que justement la démocratie et ces soi-disant socialistes, communistes ou révolutionnaires les maintiennent dans leur sommeil) la crise économique qui s'annonce peut-être le réveillera, sinon nous allons directement à la troisième hécatombe mondiale.

Quant à nous, petits paysans, méditons ces paroles : "Lorsque les petits paysans auront compris ce que valent les phrases florissantes et les mélodiques que jouent les violons dont leur ciel est rempli, il seront toujours plus nombreux pour reconnaître que nous qui promettons moins et cherchons le salut d'un tout autre côté, nous sommes en fin de compte les gens les plus sters." »